

28e sommet ibéro-américain : le monde dans lequel nous vivons a besoin de changements radicaux



Saint-Domingue, 25 mars (RHC) Les participants au 28e sommet ibéro-américain des chefs d'État et de gouvernement en République Dominicaine se sont prononcés pour la solution des graves problèmes qui touchent actuellement les pays de la région.



S'exprimant au cours de la rencontre, le président colombien Gustavo Petro a déclaré aujourd'hui qu'un mécanisme de planification mondiale est essentiel pour rééquilibrer la vie humaine et la nature.

Petro a déclaré que pour aller dans cette direction, il est nécessaire de penser à un mécanisme multilatéral et démocratique entre les nations qui va au-delà du progrès technologique.

Il a estimé que "la gravité de la question nous place dans une situation difficile" et a averti que "si nous ne faisons rien, en 2070, nos petits-enfants auront une planète inhabitable". Aller de l'avant, a-t-il dit, implique des transformations majeures dans le monde.

La question de la crise climatique, a-t-il dit, met sur la table de discussion une série de questions qui en sont les effets, telles que la migration, la guerre ou la paix et la démocratie.

"Nous devons être un espace de paix" ; la paix mondiale est une priorité et la demander partout, dans mon propre pays, devient substantiel si nous voulons nous concentrer sur la crise climatique, qui cause la faim et la mort, a-t-il dit.

Dans son discours, il a souligné que la Colombie avait proposé un accord sur l'Amazonie pour sauver la forêt tropicale, a évoqué le potentiel existant en Amérique latine pour la production d'énergie propre et a déclaré que des investissements nationaux et étrangers importants étaient nécessaires.

Nous devons nous intégrer autour de l'énergie propre ; c'est notre contribution à la vie de l'humanité, a-t-il déclaré.

Il a ajouté que son pays avait également proposé une conférence internationale sur les drogues et a dénoncé le fait que les organisations criminelles nées de l'illégalité "ont plus de pouvoir que les gouvernements". Ce n'est plus un problème colombien, c'est un problème américain et mondial. C'est un problème américain et mondial", a-t-il souligné.

En ce qui concerne la souveraineté alimentaire, il a indiqué qu'il était nécessaire de reprendre ce concept comme une priorité pour les pays et a souligné l'importance de la réforme agraire pour progresser dans ce domaine.

Le 28e sommet ibéro-américain, qui se tient à Saint-Domingue, est placé sous le slogan "Ensemble pour une Ibéro-Amérique juste et durable". Parmi les questions à l'ordre du jour officiel figurent celles liées à l'environnement, à la sécurité alimentaire, aux droits numériques et aux liens entre l'Union européenne et l'Amérique latine.

La République dominicaine a assumé le secrétariat pro tempore de la Conférence ibéro-américaine en 2022, jusqu'à la tenue de ce conclave.

La précédente réunion ibéro-américaine, qui s'est tenue à Andorre, a signé un document final relatif à l'innovation pour le développement durable - l'objectif 2030.

À cette occasion, les dirigeants ont appelé au renforcement du multilatéralisme et se sont mis d'accord sur des mesures sanitaires, économiques, sociales et environnementales pour soutenir la reprise de l'Amérique latine après la crise de Covid-19.



Le président argentin Alberto Fernández, a appelé, quant à lui, au renforcement de l'intégration régionale pour préserver les intérêts communs, rechercher la justice sociale et mettre fin aux blocus imposés à des pays tels que Cuba et le Venezuela.

Le président a souligné la nécessité de rétablir une unité qui empêcherait la prolongation des blocus économiques et contribuerait au respect de la diversité idéologique dans des démocraties fortes où les droits de l'homme sont garantis.

Notre Amérique, pendant les années où Donald Trump a gouverné les États-Unis (2017-2021), a souffert d'un énorme processus de désintégration. L'Union des nations sud-américaines s'est évanouie à mesure que ses membres s'en éloignaient suivant les diktats imposés par Washington.

L'Organisation des États américains a été au service de cet objectif de désintégration en validant un coup d'État en Bolivie, a-t-il déclaré.

Dans une période aussi difficile que celle que nous traversons, marquée par un mécontentement social où les discours de haine trouvent un écho, nous sommes moralement obligés d'unir nos forces. Nous sommes tous les passagers d'un même bateau et nous avons un destin commun qui nous appelle. Personne n'est sauvé seul, a-t-il ajouté.

Fernández a affirmé que le renforcement des blocs régionaux est essentiel pour parvenir à l'équité sociale et consolider des sociétés qui protègent tout le monde et ne promeuvent pas une culture du jetable.

Il a également souligné l'importance du Marché commun du Sud, de la Communauté des États d'Amérique latine et des Caraïbes et des sommets de ce type pour trouver des solutions aux défis actuels par le biais du multilatéralisme et de l'échange d'expériences.

Nous devons travailler à l'approfondissement des liens entre tous les espaces d'intégration dans un cadre qui préserve l'institutionnalité et respecte les droits. Il n'y a pas de solution basée sur l'isolement, a-t-il dit.

D'autre part, il a exprimé sa gratitude pour le soutien apporté à la demande de l'Argentine, qui souhaite que le Royaume-Uni accepte de reprendre les négociations sur la souveraineté des îles Malouines, conformément aux résolutions des Nations unies et d'autres forums internationaux.

Nous serons plus forts si nous consolidons la région et si nous cessons de nous connecter au reste du monde sur une base individuelle. Alors que nous célébrons 40 ans de démocratie ininterrompue dans mon pays, n'ouvrons pas la porte aux détracteurs de l'État de droit qui crachent de la haine par la bouche.



De son côté, le président de la Bolivie, Luis Arce, a exhorté à renforcer le multilatéralisme face aux menaces qui pèsent sur les projets démocratiques populaires en Amérique latine et dans les Caraïbes.

"Les formes de résistance aux démocraties participatives sont cachées dans l'apparente liberté d'expression, la liberté de la presse, de sorte qu'elles invalident sans relâche jusqu'à rendre irréprésentable toute action qui préserve et protège ceux qui ont été historiquement exclus", a-t-il déclaré.

Dans son discours devant l'assemblée plénière des chefs d'État et de gouvernement, ainsi que des délégations des pays membres de la conférence ibéro-américaine, M. Arce a affirmé que les coups d'État, les ruptures institutionnelles et l'encerclement permanent des démocraties populaires prennent la forme d'un discours démocratique apparent.

Lors de son intervention à la réunion de Saint-Domingue, il a insisté sur le fait qu'il était temps de "repenser des formes démocratiques" plus participatives, "avec des droits citoyens élargis et, fondamentalement, avec des sociétés et des États adaptés et renforcés pour les temps nouveaux et résolument préparés à affronter les projets conservateurs". En outre, il a proposé d'avancer dans le renforcement et l'extension de la démocratie, ainsi que dans la création de mécanismes pour la protéger.

Il a critiqué le fait que "le gouvernement des juges et l'offensive juridique impitoyable contre les leaderships populaires nous obligent à devoir constitutionnaliser un ensemble de nouvelles institutions qui défendent et préservent les démocraties interculturelles et populaires", a-t-il déclaré.

Sans donner plus de détails sur cette proposition, le dirigeant bolivien a réitéré la nécessité du multilatéralisme.

Avant la séance plénière du sommet, un forum qui réunit les délégations de 22 États dans le but de parvenir à un accord politique et à une coopération sur différentes questions, M. Arce a appelé à la collaboration et au multilatéralisme afin de contribuer à la résolution de la crise économique et alimentaire actuelle.

Il a appelé à "se débarrasser de l'ordre international injuste qui n'a fait que générer des crises, de l'instabilité, des turbulences et de l'incertitude parmi nos peuples" sur la base d'un modèle capitaliste en crise.

Le troisième millénaire nous amène à reconstituer des blocs et de nouvelles alliances", a déclaré M. Arce, "de nouvelles formes de relations entre les peuples".

Il a souligné que les circonstances exigent que la coopération et l'aide publique au développement s'adaptent aux défis actuels, qu'elles tiennent compte des besoins réels, des capacités et du potentiel des pays.

De même, elle doit tenir compte des défis et des transitions que connaît l'économie mondiale, comme la transition énergétique, la transition écologique et la transition numérique, a conclu le dignitaire.



De son côté, la présidente du Honduras, Xiomara Castro, a mis l'accent sur le fait que le capitalisme est dans sa phase la plus cruelle de privatisation du néolibéralisme,

Dans son discours, la dirigeante a affirmé qu'une telle position provoque d'énormes mouvements de protestation des peuples qui ne peuvent accepter le destin fatal de l'exploitation et de la misère auquel ils sont soumis.

Castro a déclaré que l'utopie du marché libre ne peut pas cacher les monopoles et les oligopoles et l'énorme inégalité qui existe entre un opulent cinq pour cent et des centaines de millions de personnes qui ont à peine de quoi manger.

"Ce sommet n'aurait que peu d'importance si nous n'étions pas capables de faire face à ces réalités et d'adopter des décisions qui recherchent des solutions réelles pour nos peuples", a-t-il souligné.

À cet égard, il a souligné que le Honduras veut être du côté de ceux qui cherchent des solutions et non du côté de ceux qui attisent les feux de la guerre.

Elle a exhorté les 22 États membres à devenir des architectes de la paix et de la transformation sociale et a ajouté : "Il faut que ce soit maintenant et tout de suite".

À cet égard, elle a appelé à un engagement ferme en faveur de la construction de la paix, de la transformation et du respect de l'autodétermination des peuples.

La première femme présidente du Honduras a ajouté que le fléau du colonialisme se poursuit dans le monde lorsque la volonté des pays à vocation capitaliste impose son modèle de "privatisation, d'extraction et d'exploitation sans limites de nos ressources naturelles limitées".

"Le mouvement des capitaux spéculatifs au niveau international est lié au blanchiment des avoirs de la criminalité organisée", a-t-il souligné.

Elle a déclaré que les mouvements de la machine de guerre menacent l'humanité entière comme une catastrophe apocalyptique, et a fait allusion à la menace d'une guerre mondiale comme le plus grand risque pour la civilisation de l'humanité depuis la fin de la Seconde Guerre mondiale.

Elle a remercié la solidarité de plusieurs gouvernements du continent pour l'asile politique accordé à plusieurs membres de la résistance hondurienne après le coup d'État de 2009 dans ce pays d'Amérique centrale.

Elle a rappelé que le Honduras avait été envahi par des gangs paramilitaires qui avaient fait de nombreuses victimes parmi les jeunes, les femmes et les enfants, et a affirmé que le pays avait besoin d'un nouveau "Plan Colombie".

Elle a souligné que son exécutif s'était engagé à démanteler ce vil appareil, et a assuré que ce n'était pas une tâche facile, puisque les gouvernements néolibéraux ont détruit ce qui avait été construit avant le coup d'État.



Toujours à Saint Domingue, le président du Paraguay, Mario Abdo Benítez, a déclaré aujourd'hui que le sommet ibéro-américain en République dominicaine est essentiel pour réaffirmer l'engagement en faveur du dialogue et de la recherche de consensus entre l'Amérique latine et la péninsule ibérique.

S'exprimant lors de la séance plénière de la réunion, Benítez a indiqué qu'avec l'esprit de coopération et de complémentarité en tant que piliers de notre communauté, "nous avons le défi de penser à des actions qui permettent des solutions efficaces pour faire face aux tensions inhérentes au scénario mondial".

En ce qui concerne les négociations entre le Mercosur et l'Union européenne, il a déclaré qu'en tant que membre du bloc formé par le Paraguay, le Brésil, l'Uruguay et l'Argentine, son pays attend des résultats qui se traduiront par des engagements pour avancer vers la phase conclusive d'un accord qui ouvrira de nouvelles perspectives en matière de commerce et d'investissement.

Se référant aux richesses naturelles de l'Amérique latine, il a déclaré qu'il est essentiel d'en assurer la conservation pour pouvoir l'utiliser correctement.

À cet égard, il a souligné qu'en tant qu'espace d'intérêts et de préoccupations communs, "nous devons assumer la durabilité comme un devoir politique et moral" et garder à l'esprit la transition vers une croissance qui intègre l'atténuation des risques environnementaux.

En ce qui concerne la fracture numérique, il a souligné que les pays en développement sans côtes comme le Paraguay, qui n'ont pas d'accès direct aux câbles sous-marins à fibre optique, "doivent compenser les coûts de transport des données".

En ce sens, a-t-il ajouté, nous sommes en passe de surmonter les limitations et de devenir un centre technologique dans la région en tirant parti de nos ressources, de la disponibilité d'énergie propre et d'une main-d'œuvre jeune et qualifiée.

"Il est essentiel que nous travaillions à une transformation numérique qui implique de multiples acteurs de la société, que nous disposions des ressources financières nécessaires et d'une collaboration internationale grâce à l'apport de connaissances et de bonnes pratiques", a-t-il déclaré.

Le sommet ibéro-américain s'est ouvert hier soir dans cette capitale et parmi les questions les plus importantes qui seront débattues ce samedi par les chefs d'État et/ou de gouvernement figurent l'environnement, les droits numériques, la sécurité alimentaire et les relations entre l'Union européenne et l'Amérique latine.



Pour sa part, toujours lors du 28e sommet ibéro-américain, le président du Chili, Gabriel Boric, a appelé aujourd'hui ses homologues à lutter de manière coordonnée contre le crime organisé et à offrir la sécurité à la population.

Il n'y a pas de bien-être possible sans renforcer l'état de droit et éviter la loi du plus fort, a déclaré le dirigeant, et a appelé à travailler avec force et intégrité pour fermer la voie à la corruption et à l'infiltration dans la police, les systèmes judiciaires et la politique.

Le chef du Palais de la Moneda a souligné que ce sont les criminels et leurs organisations qui doivent avoir peur, et non les personnes laborieuses, honnêtes et pacifiques.

Pour y parvenir, les pays du système ibéro-américain doivent s'unir pour faire face au trafic international de drogue et à tous ses dérivés.

M. Boric a également évoqué la question de l'immigration clandestine, une autre des préoccupations majeures de nombreux pays de la région.

Il s'agit d'un phénomène qui a connu des changements majeurs au cours de la dernière décennie, non seulement en Amérique latine, mais dans le monde entier, et il n'existe pas de recettes infaillibles pour faire face à ses effets, a-t-il expliqué.

Le président a ajouté que "toute solution durable implique une collaboration entre les pays d'origine, de transit et de destination, selon le principe de la responsabilité partagée et de la solidarité régionale".

L'objectif, a-t-il dit, est de parvenir à une mobilité humaine sûre, régulière et ordonnée, où les droits des migrants et ceux des communautés d'accueil sont sauvegardés.

À ce sujet, le président chilien a qualifié d'excellents les entretiens entre les ministres des affaires étrangères du Venezuela et du Chili, respectivement Yvan Gil et Alberto van Klaveren, ainsi que le contact personnel établi avec son homologue bolivien, Luis Arce.

Dans son discours, le président chilien a salué la réponse immédiate et impeccable à l'appel à l'aide de son peuple face aux incendies qui se sont déclarés entre février et mars dans le centre et le sud du pays.

C'est précisément l'action coordonnée et concertée face à cette situation d'urgence qui a permis de contenir la plupart des incendies et d'arrêter la progression de ce malheur, a déclaré M. Boric.

"Au nom du Chili, je tiens à remercier le soutien inestimable et la générosité des pays qui composent la communauté ibéro-américaine", a-t-il déclaré, mentionnant l'aide de pays tels que l'Argentine, le Brésil, l'Équateur, la Colombie, le Venezuela, le Portugal et l'Espagne.



Toujours au sommet ibéroaméricain de Saint Domingue, le président uruguayen Luis Lacalle Pou a souligné aujourd'hui le retard pris par les négociations entre le Marché commun du Sud et l'Union européenne dans la recherche d'un accord de libre-échange.

Le président a fait référence aux "échecs" et aux "frustrations" qui ont empêché les négociations du Mercosur avec l'Union européenne d'aboutir à un accord. Selon les hommes d'État sud-américains concernés, le bloc européen ajoute de nouveaux obstacles à la conclusion d'un accord.

Dans son discours, M. Lacalle Pou a salué l'opportunité offerte par cette réunion de tenir des rencontres bilatérales, comme celles qu'il a eues avec le président chilien, M. Gabriel Boric, et avec le roi d'Espagne, M. Felipe VI.

Il a également apprécié la tenue du sommet des "jeunes leaders" et du sommet des entreprises.

Le dirigeant sud-américain s'est félicité de l'importance accordée aux questions environnementales lors du sommet et dans d'autres forums internationaux. À Saint-Domingue, il a défendu le développement de l'"hydrogène vert", une source d'énergie pour laquelle son gouvernement s'est engagé, comme une opportunité économique pour la région.

"Travaillons jusqu'à accepter et à coexister avec nos désaccords, tant que nous sommes convaincus, comme l'est notre pays, de notre consensus et de notre terrain d'entente, ce qui fait notre force", a déclaré M. Lacalle Pou.

(Source Prensa Latina)

<https://www.radiohc.cu/fr/noticias/internacionales/317750-28e-sommet-ibero-america-in-le-monde-dans-lequel-nous-vivons-a-besoin-de-changements-radicaux>



Radio Habana Cuba